

Octobre 1990 : L'attaque du Front patriotique rwandais (FPR), issu de la deuxième génération des exilés tutsis, suscite une intervention franco-belgo-zaïroise. Bientôt, seules restent les troupes françaises, sur décision de François Mitterrand. De 1990 à 1994, le président de la République sera sans cesse tenu au courant de la situation militaire au Rwanda - même durant ses déplacements.

Décembre 1990 : Diffusion du texte raciste dit des « 10 commandements du Hutu » dans la revue *Kangura*, notamment soutenue par la belle-famille du président Habyarimana et l'aile dure du régime. En dernière page, figure un portrait de François Mitterrand. En légende, ce dicton local : « Les grands amis, on les rencontre dans les difficultés. »

Février 1991 : L'ancien membre des « escadrons de la mort » Janvier Afrika affirme avoir été formé durant quatre mois, à partir de 1991, par des militaires français, qui auraient également « instruit » des miliciens Interahamwe.

Novembre 1991 : Selon M^{re} Eric Gillet, de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), les interrogatoires musclés des prisonniers du FPR sont menés par des officiers français.

Mars 1992 : Un contrat égyptien de six millions de dollars de fournitures d'armes au Rwanda est couvert par le Crédit lyonnais.

Janvier 1993 : Une commission d'enquête internationale, conduite notamment par la FIDH, parcourt le Rwanda. L'un des membres de cette commission, Jean Carbonnier, affirme avoir vu des instructeurs français dans le camp de Bigogwe, où l'« on amenait des civils par camions entiers » qui « étaient torturés et tués ». En mars, la commission d'enquête internationale dénonce les pratiques de génocide au Rwanda et la responsabilité au plus haut niveau des autorités rwandaises dans ces massacres.

Janvier 1994 : En principe partis du Rwanda depuis décembre, onze militaires français du Détachement d'assistance militaire à l'instruction (DAMI) sont reconnus à Kigali, en civil, durant le premier trimestre. Le capitaine Paul Baril, prestataire de services de sécurité au régime rwandais, fréquente aussi cette capitale (voir l'interview de P. Baril, page 21).

8 avril 1994 : Attentat contre l'avion (pilote par trois Français) transportant le président du Rwanda Juvénal Habyarimana et le président du Burundi Cyprien Ntaryamira. En moins de 3/4 d'heure, avant même que la nouvelle soit annoncée à la radio, des barrages sont installés aux grands carrefours de Kigali, et les rues principales se jonchent de cadavres. La garde présidentielle interdit à la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) de se rendre sur les lieux de l'attentat. Un commandant français y aura pourtant accès. Quatre jours plus tard, un commando militaire français est envoyé au point de chute de l'avion présidentiel.

Fin avril 1994 : La France reçoit le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement intérimaire rwandais (GIR) - gouvernement auto-proclamé au lendemain de l'attentat et composé des tenants du Hutu Power. Il est accompagné du chef de la faction ultra du régime, la Coalition pour la défense de la république (CDR).

9-13 mai 1994 : Visite d'Ephrem Rwabalinda, adjoint du chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR) - l'armée du régime Habyarimana - à la mission militaire du ministère de la Coopération (voir notre article, p. 20). Une aide militaire multiforme est promise, et le général français Huchon apporte ses conseils pour « retourner l'opinion internationale » en faveur du camp du génocide.

D'avril à juin, les FAR sont ravitaillées en armes et munitions par des Boeing 707 atterrissant à Goma (Zaire). Toutes les sources sur place se déclarent certaines que ces livraisons d'armes ont été « payées par la France ».

Juillet-août 1994 : Durant l'opération Turquoise, la plupart des responsables du génocide se replient sur la Zone humanitaire sûre avant de passer au Zaïre. Aucun n'est interpellé, pas plus que les préfets, sous-préfets ou chefs miliciens, qui ont, localement, organisé les massacres. Le chef des FAR, le général Bizimungu, est aperçu à Goma dans un véhicule de l'armée française. Des officiers français dissuadent de rentrer à Kigali ceux des officiers des FAR qui souhaitent renouer avec le gouvernement d'union nationale.

Début octobre : Le président du MRND (l'ancien parti unique), responsable des milices Interahamwe, indique à l'AFP qu'il rentre d'un voyage en France.

8 novembre 1994 : Témoignage sur la collaboration d'un colonel français avec les ex-FAR. Selon les services des Nations unies, la DGSE utiliserait des entreprises françaises (voire britanniques) pour continuer de ravitailler les ex-FAR. Selon le commandant en chef des Nations unies dans la région, les forces zaïroises participeraient à leur entraînement. Or, les liens militaires franco-zaïrois ont été considérablement renforcés depuis l'opération Turquoise.

Depuis janvier 1995, plusieurs organisations (Human Rights Watch, Amnesty, MSF), ainsi que deux reportages diffusés par la BBC, mais aussi les enquêtes de journalistes (souvent britanniques ou belges) confirment le soutien logistique et militaire que notre pays a continué d'apporter aux génocidaires bien après le début des massacres.

En juillet, des sources fiables indiquaient que les hommes de l'unité amphibie du 2^e Régiment étranger de parachutistes se trouveraient stationnés dans l'est du Zaïre, à proximité immédiate du Rwanda, de l'autre côté des montagnes. Les parachutistes se trouveraient stationnés dans l'est du

RWANDA : L'INTOX CONTINUE !

Mehdi Ba

Nos lecteurs fidèles pourront croire que notre disque est rayé. Les plus suspicieux ou imaginatifs émettront l'hypothèse que Maintenant est financé en sous-main par le FPR et l'Ouganda. Sommes-nous monomaniaques parce que nous avons du mal à tourner la page rwandaise ? L'avenir le dira... peut-être.

« frénésie anti-FPR » véhiculée depuis un an.

Ce gouvernement n'est pas, comme d'aucuns l'insinuent, monoethnique, puisque Tutsis et Hutus appartenant aux différents partis politiques rwandais se partagent les postes de responsabilité (voir l'interview de J.-P. Chrétien, page suivante), sur la base des accords d'Arusha, signés en 1993 ; il n'est pas non plus réductible - entendez « pieds et poings liés » - au FPR même si ce dernier, en maîtrisant l'armée, y occupe une position clé. Les antagonismes en jeu au Rwanda, qui ont amené les massacres de printemps 1994 et ne sont à l'heure actuelle toujours pas éteints, ne relèvent en rien d'une haine ethnique séculaire entre Hutus et Tutsis. Cette simplification rabâchée par différents médias, à l'unisson des autorités françaises, présente un double et sordide avantage. D'une part, elle fournit un décryptage du génocide qui sera aisément compréhensible par une opinion publique fortement empreinte de représentations ethnistes de l'Afrique. Et d'autre part, cette version fait mieux passer la pilule du « double génocide », que François Mitterrand avait servi aux micros à l'occasion du sommet franco-africain de Biarritz en novembre 1994. Le « deuxième génocide », ce serait celui commis par le FPR.

Rappelons que le gouvernement actuellement en place à Kigali doit gérer un pays exsangue, réconcilier une société déchirée par un génocide ⁽¹⁾, réintégrer une partie de sa population déplacée ou réfugiée, désarmer les instigateurs du génocide et ses plus fervents exécutants, qui cotoient dans les camps des réfugiés innocents. Face à toutes ces épreuves, le Rwanda ne devrait-il pas pouvoir compter sur le soutien et le respect de la communauté internationale ? Rien n'est moins sûr, apparemment. Est-il à même d'affronter sans heurts et dans le respect bien



Le colonel Luc Marchal, commandant des forces de la Minuar à Kigali (1993/1994).

« Les structures mises en place par le "Réseau Zéro" étaient opérationnelles à travers tout le pays dès le début 1994. Kigali était divisée en plusieurs unités, chacune regroupant des personnes armées et entraînées. Leur mission était de tuer les Tutsis. Un jour, j'ai discuté avec un dirigeant du Hutu Power. Il était très clair : "Il n'y a pas d'autre solution pour nous, les Tutsis doivent être éliminés !" »

compris des droits de l'homme la situation qui s'ouvre à lui ? Probablement si on l'y aide, très difficilement si on n'y bogue pas, certainement pas si on cherche à le saper. Et si ce n'est assistons-nous depuis dix-huit mois, si ce n'est une tentative de sape en règle : assimiler ce régime - en le réduisant à « l'armée de libération » du FPR - aux nouveaux Khmers rouges. Pourquoi deux grands quotidiens français confient-ils le traitement de la question rwandaise à des journalistes qui accèdent à la thèse du double génocide et mettent tout leur talent à diluer les responsabilités françaises - aussi bien dans l'organisation du génocide que dans la préparation au retour des assassins.

(... suite page 20)

1. Paradoxalement, le président rwandais (évidemment au cœur de la dérive ethniste du régime) fut la première victime du génocide que son régime avait laissé préparer. Il signe son « arrêt de mort » en août 1993, en acceptant les accords d'Arusha ; lesquels prévoyaient l'instauration du multipartisme et du pluralisme dans l'exercice du pouvoir. Cela signifiait l'intrusion du FPR dans la vie politique rwandaise et l'intégration de l'APR dans l'armée rwandaise.
2. Quelle famille rwandaise ne compte ni bourreau ni victime ?

Les réfugiés rwandais qui ont essaimé au Zaïre et en Tanzanie ne veulent pas rentrer chez eux. Il est vrai que peu de choses les y incitent, tant les récits dramatiques envahissent les médias et alimentent la bouche à oreille : exécutions sommaires auxquelles se livreraient les soldats - forcément tutsis - de l'Armée patriotique rwandaise (le pendant militaire du FPR), emprisonnements arbitraires, réquisitions des maisons et des biens, vengeances privées couvertes par le pouvoir de Kigali, etc. Pourtant, comme si tout cela ne suffisait pas à dissuader les réfugiés de regagner leur village, beaucoup de leurs « compagnons » d'exode ne leur laissent pas à penser que les génocidaires rwandais sont dans les camps, bien décidés à rentrer chez eux par la force (mais pas pour y cultiver leurs terres), en utilisant la masse des réfugiés comme bouclier humain.

Dignitaires de l'ancien parti unique (le MRND) : membres de la formation extrémiste de la Coalition pour la défense de la République (CDR) ; soldats et officiers des Forces armées rwandaises (FAR) ; animateurs de la Radio-télévision des Mille Collines (RTL), qui diffusait depuis août 1993 des émissions racistes et incendiaires et qui ponctua les massacres de ses appels au meurtre des Tutsis... Tous ont théorisé, planifié ou exécuté le génocide, en entraînant derrière eux une population qui savait qu'un jour, viendrait l'explosion meurtrière.

L'aboutissement génocidaire du régime de Juvénal Habyarimana ⁽¹⁾ était prévisible. La France, particulièrement, ne pouvait l'ignorer. Fermer les yeux et plier bagage eût déjà été une lourde responsabilité morale, mais les coutumes de la Francophonie obligeaient à faire bien pire : la France a beau camper sur ses démentis, il ne fait aucun doute qu'elle n'a « toujours pas fait son deuil géopolitique » du Rwanda, même si elle se refuse jusqu'à présent à évoquer une quelconque responsabilité. Comment serait-elle incitée à le faire alors que l'opinion ne lui demande aucune explication ? Comment l'opinion serait-elle incitée à le faire alors que les médias pratiquent sans états d'âme une désinformation digne d'une période de guerre ? Un tel black-out de l'information, là où il est indispensable d'établir un début de transparence, nous surprend. Nous ne sommes pas les seuls...

Derrière la présentation déroutante que l'on nous fait du Rwanda, nous croyons voir le spectre d'un déni historique. C'est à l'apparition d'une nouvelle forme de négationnisme que l'on assiste, une forme plus subtile : il s'agit, non pas de nier le génocide, mais de « ne pas se rappeler » qu'il a eu lieu. Voilà pourquoi notre propos n'est pas d'affirmer un soutien inconditionnel et aveugle à l'actuel gouvernement rwandais mais de rétablir quelques éléments de réalisme au milieu de la

« Les Tutsis s'abusent eux-mêmes. Ils croient se multiplier, mais ils sont en train de disparaître de la surface de la Terre. Petit à petit ils seront anéantis... Venez mes amis, célébrons l'extermination des Tutsis ! Venez mes amis, célébrons, Dieu récompensera les justes. »
Radio Mille Collines pendant les massacres.

